



Paris le 28 juin 2022

Monsieur Le Directeur Général,

Cette adresse commune des cinq organisations syndicales représentatives de la DGFIP vous semblera sans doute inhabituelle.

Nous nous refusons toujours à personnaliser les débats qui nous opposent, notamment dans un contexte éprouvant pour les missions, les structures et les emplois de la DGFIP.

Mais nous constatons, que depuis le changement opéré à la tête des missions de Gestion Fiscale et le départ d'Audran Le Baron, le dialogue social n'est que succession de frictions, dont l'origine provient sans doute en partie de nos désaccords politiques sur les projets conduits dans les missions de la Gestion Fiscale, mais sont surtout exacerbées par la communication verbale et non verbale du nouveau chef de service.

Condescendance, saillies méprisantes, caricature systématique des arguments opposés, absence totale d'écoute des agentes et agents des services directement concernés, tout y passe. Qu'il n'ait aucune considération pour les personnes est déjà fâcheux mais qu'il ne respecte pas le mandat reçu lors des élections professionnelles est inadmissible.

Nous ne pouvons davantage tolérer, en tant que représentants élus des personnels de la DGFIP, d'être méprisés à renfort de formules toutes faites frôlant souvent l'invective.

Ce constat est partagé par l'ensemble de nos 5 organisations syndicales ainsi que par la totalité des équipes syndicales ayant eu le privilège de croiser son chemin.

Il est urgent que la direction générale mette, ou remette, le dialogue social au cœur de son fonctionnement avec respect et écoute des voix qui divergent de son schéma.

Dire que nos organisations syndicales sont en désaccord total sur les réformes proposées, argumenter nos propos, ne constituent pas des insultes. Alors de grâce, pas ou plus de procès d'intentions, de caricatures ou de procès en catastrophisme. Ce discours, qu'il vous plaise ou non, n'est que le relais du ressenti des agentes et des agents, de nos adhérentes et adhérents, de celles et ceux qui vivent ou supportent des réformes non concertées qui vont à l'encontre du service public, de leurs conditions de travail, et des missions pour lesquelles ces agentes et agents s'investissent sans relâche.

Le dialogue social c'est l'écoute du terrain, du ressenti des agents, du ressenti des usagers. Le dialogue social c'est aussi un vrai débat sur la place de la DGFIP.

Nous ne pouvons accepter qu'il soit réduit par la volonté de la parité administrative à une suite d'invectives, de propos malvenus et de fins de non recevoir. Nous demandons que le dialogue social soit à la hauteur des enjeux. Pour cela l'administration doit y mettre tous les moyens nécessaires pour y parvenir.

Vous remerciant par avance de la prise en compte de ces considérations

Pour l'intersyndicale  
Anne Guyot Welke  
Solidaires Finances Publiques